

Le budget

nistre de l'Environnement ait présenté son document d'orientation. C'est alors que nous parlerons de fiasco.

Une voix: Nous attendons depuis des mois. Il devait le présenter en avril.

M. Belsher: Tout va bien. C'est un gros document qui sera long à préparer.

Ils prétendent que nous ne protégeons pas la ferme familiale. Le vice-premier ministre et ministre de l'Agriculture dirige une révision exhaustive de la politique relative à l'ensemble de l'industrie agro-alimentaire qui placera la ferme familiale au rang qui lui revient. À mon avis, c'est loin d'être un fiasco.

Le gouvernement a procédé à une réforme fiscale. Nous permettons aux Canadiens à faible revenu d'avoir plus d'argent comptant qu'ils n'en ont jamais eu auparavant, ce qui n'empêche pas nos adversaires de nous accuser d'abandonner ceux qui ont besoin d'aide en matière de services de garde d'enfants.

Nous aidons les Canadiens, nous ne leur nuisons pas. Nos programmes connaissent un succès éclatant, et ne sont pas voués à l'échec. Le ciel est bleu, pas rouge. De l'eau, c'est mouillé, ce n'est pas sec. Il faut voir la réalité en face, malgré ce que les députés d'en face voudraient faire croire aux Canadiens.

Le gouvernement a ouvert la voie dans tous les domaines. Nous avons travaillé avec acharnement pour garantir la prospérité à tous les Canadiens. Nous avons mis sur pied des programmes constructifs pendant que l'opposition présentait des mesures destructives. Nous nous sommes montrés responsables, dévoués et cohérents.

Le budget se fonde sur nos succès antérieurs pour construire l'avenir. L'histoire prouvera encore une fois que notre gouvernement a agi comme il l'a toujours fait, bien et prudemment, ce que les Canadiens ont appris à respecter.

Je serai fier de voter en faveur de ce budget. J'invite les députés d'en face à voter, eux aussi, en faveur du budget s'ils se préoccupent vraiment du sort de notre pays et du tort que lui cause la dette nationale.

M. Stan Keyes (Hamilton-Ouest): Monsieur le Président, le ministériel d'en face a dit, et je cite: «Nos vis-à-vis nous invitent à ne pas sabrer dans les dépenses.» Des sornettes. Des bêtises. Revenons-en aux faits.

J'ai d'ailleurs un fait intéressant à signaler au député. Comme nous parlons des compressions budgétaires, je

voudrais mentionner le ministère fédéral des Travaux publics qui s'est occupé de l'achat d'un centre de formation pour Douanes et Accise, même si Douanes et Accise affirmait que le centre en question ne répondait pas à ses besoins. Le gouvernement a déboursé 5 millions de dollars pour acheter le centre, situé dans la circonscription du tout nouveau solliciteur général. Comme le déclarait le vérificateur général dans son dernier rapport annuel à la Chambre des communes: «À notre avis, les marchés initiaux ne permettaient pas une évaluation réaliste du projet avant de décider d'aller de l'avant. Les travaux entamés en 1986 avaient pour but de répondre à des besoins définis en 1976 et non reconsidérés par la suite.»

Même si les experts-conseils avaient signalé dans leur rapport que, une fois rénové, l'établissement serait convenable, il reste que les travaux de rénovation ont coûté jusqu'à maintenant 35 millions de dollars, et dire que l'établissement, lui-même, a coûté 5 millions de dollars.

Le vérificateur général a également décrit de nombreuses échappatoires fiscales que le gouvernement pourrait supprimer. On parle ici d'échappatoires totalisant 350 millions de dollars. Incroyable, non? Alors, le gouvernement prône maintenant cette responsabilité financière toute neuve, qui existe depuis six ans et qui ne cesse de nous causer des problèmes. Nous voyons maintenant les effets de ces mesures. Ne serait-il pas plus facile d'examiner ces dépenses inutiles au lieu de remplacer une mauvaise taxe par une mauvaise taxe régressive? Le député a-t-il examiné attentivement le rapport du vérificateur général? A-t-il constaté le gaspillage que fait le gouvernement, comment les fonds publics sont dépensés inutilement, comme dans ce cas-ci, pour des rénovations de 35 millions de dollars sur un immeuble de 5 millions? A-t-il jeté un coup d'oeil sur toutes ces situations. . .

M. Richardson: Et les 200 milliards?

M. Keyes: Nous avons déjà entendu tous les arguments du député qui crie: «200 milliards, 200 milliards». Soyons réalistes. Six années se sont écoulées et, tout que ce nous obtenons, c'est une dette deux fois plus élevée. Cela n'a pas de sens. Voici donc une suggestion.

Le président suppléant (M. Paproski): Je pense que le député doit poser sa question. Veuillez poser votre question.

M. Keyes: Je vous remercie, monsieur le Président. C'est une question sensée.

M. Richardson: Posez-la.